FEUILLE FÉDÉRALE

100^e annéeBerne, le 1^{er} avril 1948

Volume II

Paraît, en règle générale, chaque semaine.

Prix: 28 francs par an; 15 francs pour six mois, plus la taxe postale d'abonnement ou de remboursement.

Avis: 50 centimes la ligne ou son espace; doivent être adressés franco à l'imprimerie des hoirs K.-J. Wyss, société anonyme, à Berne.

5415

MESSAGE

du

**Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale
concernant l'acquisition d'immeubles à la Dianastrasse, la Tödistrasse
et la Brandschenkestrasse à Zurich et la construction d'une annexe
au bâtiment des téléphones de Zurich-Selnau.**

(Du 31 mars 1948)

Monsieur le Président et Messieurs,

Le bâtiment des téléphones de Zurich-Selnau, construit en 1916 à la Stockerstrasse, la Brandschenkestrasse et la Dianastrasse, agrandi en 1937 par l'adjonction d'une annexe, abrite actuellement, au rez-de-chaussée, le bureau des postes de Selnau et une partie des services administratifs de la direction des téléphones de Zurich, soit le service de caisse et de comptabilité, le service des abonnements et le service radio. Les bureaux de la direction et le service de construction et d'exploitation sont logés au 1^{er} étage. Aux 2^e, 3^e et 4^e étages se trouvent les installations du central rural, du central pour le service rapide, du central interurbain manuel (pour le trafic international), des centraux interurbains d'entrée et de sortie, du central tandem (central de transit) et de la station de répéteurs, ainsi que les services des renseignements et de la mise en compte des taxes.

L'accroissement extraordinaire du trafic téléphonique et l'augmentation du nombre des raccordements ont pour conséquence la nécessité d'agrandir considérablement ce bâtiment par l'adjonction d'une nouvelle annexe. Les données statistiques qui suivent renseignent sur le développement constant du trafic téléphonique de la ville de Zurich.

Année	Raccorde- ments principaux	Stations	Conversations locales	Conversations interurbaines sortie	Total des conversations	Total des recettes provenant des conversations	Nombre d'habitants
						fr.	
1910	9 100	11 166	9 878 667	1 954 975	11 833 642	1 036 406	215 000
1920	13 858	20 023	16 777 124	3 491 232	20 268 356	4 705 752	236 000
1930	28 859	42 750	37 506 192	9 016 646	46 522 838	10 572 651	291 000
1935	39 425	60 705	48 007 025	11 373 921	59 380 946	12 240 828	323 300
1940	46 814	75 633	50 249 863	14 896 052	65 145 915	12 204 932	341 000
1941	49 426	79 776	51 740 988	15 705 081	67 446 069	12 916 514	343 800
1942	52 710	84 933	56 544 049	17 155 672	73 699 721	13 945 444	346 000
1943	56 704	90 676	58 905 921	18 513 128	77 419 049	14 768 794	351 000
1944	60 385	96 055	60 470 634	20 688 062	81 158 696	15 954 184	358 300
1945	64 940	102 597	68 520 163	23 833 199	92 353 362	18 510 130	362 000
1946	70 564	110 555	75 262 207	27 513 726	102 775 933	22 743 929	367 000
1947	74 143	116 946	83 474 471	28 814 991	112 289 462	25 053 973	376 500

Il ressort de ce tableau que le nombre des raccordements et celui des conversations téléphoniques augmentent de manière toujours plus marquée d'année en année, autrement dit que la courbe du trafic ne s'élève pas seulement d'une façon régulière mais encore dans une direction de plus en plus verticale. Il est vrai qu'en 1947 l'augmentation du nombre des raccordements et des stations a accusé un certain ralentissement, dû uniquement au fait que trois mille demandes de raccordement n'ont pas pu être prises en considération en raison de la pénurie de matériel, de locaux et de main-d'œuvre. Alors que le réseau de la ville ne comprenait en 1920 que 13 800 raccordements principaux et 20 000 stations, il en comptait 28 800 et 42 800 en 1930, 46 800 et 75 600 en 1940 et il englobe aujourd'hui plus de 74 000 raccordements principaux avec environ 117 000 stations. Tandis que dans les années qui suivirent 1920, l'augmentation annuelle était de 1500 abonnés en chiffre rond, elle était déjà de 2000 en 1930, de 2600 en 1940 et enfin de 5600 en 1946. Elle aurait été de 7500 abonnés en 1947 si l'on avait pu satisfaire toutes les demandes de raccordement.

Le développement de la densité téléphonique (nombre des abonnés par rapport au chiffre de la population) est également intéressant à suivre. En 1920, il y avait à Zurich 6 abonnés au téléphone pour 100 habitants, en 1930, il y en avait 10 et actuellement on en compte 20. Cette densité a donc considérablement augmenté, et l'on ne constate encore aucun signe de saturation. Cet énorme accroissement n'est pas uniquement un effet de la prospérité actuelle, mais il est dû aussi à la faveur toujours plus grande dont jouit le téléphone, qui est de plus en plus installé dans les appartements qu'habitent les classes modestes de la population et commence à faire partie du confort qu'on peut appeler normal des habitations.

Cette augmentation constante de la densité du réseau téléphonique urbain provient aussi, pour une bonne part, du fait que, au cœur de la

ville aussi bien qu'au centre de certains quartiers extérieurs, de grandes propriétés privées ont disparu et que des groupes entiers d'anciens bâtiments comprenant des appartements bon marché ont été démolis. A leur place s'élèvent d'importants bâtiments commerciaux dans lesquels il a fallu installer d'un coup 100, 200 ou même en un certain cas 600 raccordements, alors qu'auparavant, sur le même terrain, il n'en existait que quelques-uns.

Si l'on considère qu'à l'heure qu'il est l'augmentation annuelle du nombre des raccordements téléphoniques de Zurich, y compris les demandes qui n'ont pu être satisfaites, est égale au nombre total des raccordements du réseau urbain de Winterthour, on peut se faire une idée des tâches auxquelles l'administration des téléphones doit faire face en ce qui touche seulement l'acquisition de la place nécessaire pour loger les nouveaux et indispensables équipements de centraux.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner qu'il y ait maintenant, pour la ville de Zurich, plus de 3500 demandes de raccordement pendantes, parce que la place nécessaire pour l'installation des centraux manque et que la pénurie de main-d'œuvre, d'équipements et de conducteurs de câbles se fait toujours sentir.

L'augmentation extraordinairement forte du nombre des abonnés de Zurich se répercute sur le volume du trafic interurbain dans la même mesure que sur celui du trafic local. Entre 1920 et 1930, le trafic interurbain sortant de la ville de Zurich a passé de 3,5 millions à 9 millions et entre 1930 et 1940 de 9 millions à 15 millions de conversations par an, pour atteindre en 1947 le chiffre approximatif de 29 millions de conversations. Ce trafic est donc aujourd'hui plus de huit fois plus grand qu'il n'était en 1920.

Le central interurbain de Zurich doit assurer, outre le trafic d'entrée et de sortie de la ville même, l'énorme trafic de transit de toute la Suisse orientale vers la Suisse centrale et occidentale.

Cet accroissement considérable du trafic interurbain est peut-être dû pour une part à la prospérité d'après guerre. On peut cependant admettre avec certitude qu'il continuerait même si le rythme de la vie économique venait à se ralentir. Pendant les années de grande crise autour de 1935, le trafic interurbain n'a cessé d'augmenter.

On peut du reste s'attendre à une augmentation encore plus marquée de ce trafic lorsque la surcharge actuelle du réseau interurbain et des centraux aura disparu par suite de la construction de nouvelles installations et de l'extension de celles qui existent déjà, et que l'automatisation complète du réseau sera chose faite.

De nouveaux centraux de quartier ayant été installés ces dernières années pour assurer le trafic local, le moment est venu d'agrandir considérablement le central interurbain de Zurich, car, du fait de l'extension des installations du service interurbain, les dernières réserves de place du bâtiment des téléphones de Selnau sont occupées.

A ce besoin normal d'extension s'ajoute une demande considérable de place pour les innovations techniques décrites ci-après.

1. Le besoin urgent de nouvelles lignes interurbaines et la pénurie de matières premières, notamment de cuivre et de plomb, ont poussé l'administration des téléphones suisses, comme les administrations d'autres pays, à utiliser les circuits métalliques comme lignes multivoies. L'administration a commencé à poser des câbles à courants porteurs, qui permettent d'aménager pour le moment 12, plus tard 24 voies téléphoniques sur un seul circuit à deux conducteurs. Il sera possible ainsi d'économiser de grandes quantités de matériel de lignes, mais les installations des stations de répéteurs des grandes villes seront plus compliquées et exigeront plus de place. Ce sera particulièrement le cas pour Zurich, d'où partiront les câbles à courants porteurs en direction de Bâle, par Olten, ainsi que de Berne et de Coire.

2. Dans le plan d'interconnexion téléphonique en Europe, Zurich est prévu comme important central international de commutation, non seulement pour la connexion du réseau suisse aux réseaux étrangers, mais aussi de réseaux étrangers entre eux (transit international). D'importants câbles internationaux aboutiront à Zurich; comme il s'agira de câbles dit « coaxiaux » pour téléphonie multivoies, leurs équipements terminaux nécessiteront beaucoup de place. Le central international seul, avec ses équipements de sélecteurs, occupera deux étages de l'une des ailes du bâtiment annexe projeté.

Nous pensons, par l'exposé ci-dessus, avoir suffisamment démontré la nécessité de créer des locaux supplémentaires spacieux en assez grand nombre. Le terrain avoisinant le bâtiment des téléphones de Selnau est entièrement bâti et la démolition de sept bâtiments d'habitation et commerciaux privés n'entre en ligne de compte que comme toute dernière ressource, en raison de la grave crise des logements actuelle; les organes compétents de l'administration des postes, des télégraphes et des téléphones ont, en conséquence, examiné de manière approfondie s'il serait possible de renoncer à cette démolition en décentralisant les installations du service interurbain, ou en transférant ailleurs les services administratifs logés dans le bâtiment des téléphones et en plaçant les nouvelles installations interurbaines dans les locaux ainsi libérés.

Il est certainement possible, voire utile, de décentraliser les centraux du service local, lorsque le nombre des abonnés est grand; les lignes d'abonnés sont alors plus courtes et le réseau des câbles locaux coûte moins cher à établir. Toutefois, dans le bâtiment des téléphones de Selnau, on a affaire non à un central local, mais à des installations pour le service interurbain. On ne saurait, de quelque manière que ce soit, les répartir en plusieurs bâtiments, qu'on considère la chose du point de vue technique ou économique ou encore du point de vue de l'exploitation. Chaque câble interurbain

entrant est relié aux pupitres du service rapide, aux centraux tandem, interurbain d'entrée, international et régional; toutes ces installations sont en outre reliées entre elles et à chaque central local ou de quartier du réseau urbain. Si l'on séparait du central interurbain une quelconque de ses parties, il faudrait donc poser non un seul câble, mais de nouvelles lignes de raccordement avec chacun des centraux précités. La station de répéteurs est reliée au central tandem par des câbles à grand nombre de conducteurs servant au réglage du degré d'amplification; il ne peut donc être question de la transférer dans un autre bâtiment.

Si du reste on installait un central interurbain à chacun des points nord, est, sud et ouest où les câbles interurbains pénètrent en ville, le problème des liaisons nord-sud et est-ouest ne serait pas résolu pour autant. On voit d'emblée qu'il ne peut l'être de manière satisfaisante que si la disposition actuelle, soit le groupement de tous les câbles arrivant dans un central commun, est maintenue.

Mentionnons que même à Londres toutes les installations du service interurbain sont logées dans un seul bloc de bâtiments au centre de la ville et que, malgré le risque qui en résulte en cas de guerre, il n'est pas question de les décentraliser, pour les mêmes raisons pratiques et économiques que celles que nous venons d'exposer.

D'après ce qui précède, il est clair également qu'on ne saurait songer à transférer l'ensemble des installations du service interurbain dans un bâtiment à construire sur un terrain encore libre. Qu'on se représente les frais énormes qu'occasionnerait le déplacement de tous les câbles interurbains et des câbles de raccordement entre le central interurbain et les centraux locaux; qu'on considère en outre que les installations actuelles de ce central, d'une valeur de 12 millions, devraient demeurer en service pendant tout le temps que durerait la construction du nouveau central, soit pendant 4 ans, pour rester ensuite inemployées, car seule une petite partie pourrait en être réutilisée pour les nouvelles installations ou pour les centraux interurbains d'autres villes. Sans compter que l'installation d'un nouveau central interurbain avec les équipements accessoires reviendrait à 18 millions de francs en chiffre rond, il serait impossible de la mener à chef dans le délai voulu, aucune maison de la branche n'étant à même, en raison de la pénurie de personnel et de main-d'œuvre, d'exécuter ce travail en un temps aussi réduit.

Une autre possibilité restait à examiner: celle du transfert en un endroit quelconque des services administratifs logés dans le bâtiment des téléphones, qui auraient fait place aux installations techniques. Ce déplacement aurait toutefois pour effet de créer de grandes difficultés d'ordre technique et ne donnerait aucun résultat quelque peu satisfaisant. Les locaux du premier étage, occupés par les services administratifs et les services d'exploitation de la direction des téléphones, comprennent un grand nombre de murs

de soutien et de colonnes et seraient peu appropriés à l'installation d'équipements de centraux. Ils sont en outre trop bas pour contenir des baies d'amplificateurs de dimension normale et ne pourraient donc pas être utilisés de manière rationnelle. Au rez-de-chaussée, côté Brandschenkestrasse, se trouve la succursale postale de Selnau qui devrait également être agrandie et dont le transfert n'entre pas en ligne de compte pour le moment. Côté Dianastrasse, le rez-de-chaussée ne pourrait également recevoir les installations supplémentaires, parce qu'il est déjà occupé partiellement par les services d'exploitation du téléphone et que la force portante du plancher n'est que de 300 kg au mètre carré alors qu'on demande une force de 650 kg par mètre carré pour les salles de sélecteurs. Il est impossible aussi de renforcer le plancher par des poutres inférieures, la hauteur des caves étant réduite et celles-ci abritant les batteries et les installations d'énergie.

Outre les inconvénients d'ordre technique et pratique qu'il occasionnerait, le transfert en un autre endroit des services administratifs et des services d'exploitation de la direction des téléphones, ou encore de la succursale postale, n'aurait même pas l'avantage de libérer la place suffisante pour loger les équipements nécessaires à l'agrandissement des installations du service interurbain. De plus, il n'y aurait aucune réserve de place pour les agrandissements qui seraient indispensables au bout de 5 ans environ.

Mentionnons encore que le déplacement des services précités, plus particulièrement des services de construction et d'exploitation dont dépendent étroitement les installations manuelles et automatiques présenterait de gros désavantages aussi bien du point de vue économique que de celui de l'exploitation.

Etant donné ces circonstances, il n'y a véritablement pas d'autre possibilité, pour loger les installations supplémentaires, que d'adjoindre une annexe au bâtiment des téléphones de Zurich-Selnau, et, à cet effet, d'acquérir les immeubles numéro 8, 10 et 12 de la Dianastrasse, 66 et 68 de la Tödistrasse et 29 et 31 de la Brandschenkestrasse et de démolir les bâtiments qui s'y trouvent.

L'administration des postes, télégraphes et téléphones a cherché à acquérir ces immeubles à l'amiable, mais ses efforts demeurèrent sans succès en raison des prix trop élevés demandés par les propriétaires. Elle se vit donc dans l'obligation d'engager contre ceux-ci la procédure d'expropriation. Au cours des discussions, elle parvint à s'entendre avec une des propriétaires et à acquérir pour le prix de 275 000 francs l'immeuble numéro 29 de la Brandschenkestrasse. Les autres immeubles ont la même valeur à peu près que le premier. Tous leurs propriétaires demandant une indemnité d'environ le double du prix mentionné ci-dessus, la procédure d'expropriation suivit son cours. L'administration des postes, télégraphes et téléphones a, devant la commission fédérale d'estimation du VI^e

arrondissement, fait pour ces immeubles des offres pour un montant total de 1 758 500 francs.

Si l'on ajoute à ce chiffre une somme de 241 500 francs pour des indemnités totales éventuellement plus élevées résultant de la décision définitive des autorités d'estimation, ainsi que pour les dédommagements à verser à quelques locataires bénéficiaires de baux à long terme et les frais de procédure à supporter par l'administration, l'acquisition des immeubles en question reviendra probablement à 2 millions de francs en tout.

Sauf imprévu, la décision de la commission d'estimation interviendra au cours des premiers mois de 1948. Il faut compter que la procédure sera portée en dernière instance jusque devant le Tribunal fédéral et que, par conséquent, elle traînera en longueur, comme l'expérience l'a déjà démontré. Pour pouvoir commencer les travaux d'agrandissement au printemps 1949, l'administration devrait résilier avant la fin septembre 1948, pour fin mars 1949, les baux à loyer des habitations et locaux commerciaux de cinq des bâtiments en question. Il ne lui est cependant pas possible de le faire tant que les immeubles ne sont pas en sa possession. Comme il est très douteux que la procédure d'expropriation soit close en temps utile, l'administration sera obligée de demander à l'autorité d'expropriation d'accorder la prise de possession anticipée au sens de l'article 76 de la loi fédérale sur l'expropriation. Elle ne pourra présenter cette demande que lorsque les chambres fédérales auront accordé le crédit nécessaire à l'achat de ces immeubles. Etant donné qu'on ne pourra connaître qu'après la clôture de la procédure d'expropriation le total définitif de l'indemnité que l'administration des postes, télégraphes et téléphones aura à payer, il y aurait lieu d'accorder provisoirement un crédit de 2 millions de francs et d'autoriser en principe la dépense totale qui résultera de la décision de l'autorité d'expropriation, la différence éventuelle devant être comprise dans les demandes de crédits supplémentaires.

La direction des constructions fédérales, d'entente avec les organes de l'administration des postes, télégraphes et téléphones, a établi un projet prévoyant la construction des bâtiments nécessaires en deux étapes: serait d'abord édifié un bâtiment d'angle donnant sur la Dianastrasse et la Tödistrasse, tandis que la partie destinée à relier l'ancien bâtiment au nouveau ne serait construite que dans cinq ans à peu près. Il serait certainement préférable d'exécuter tout de suite le projet tout entier, pour des raisons ayant trait tant à la construction qu'à l'exploitation. Vu cependant la situation difficile du marché du travail et pour conserver à leur destination première deux des sept maisons dont l'achat est prévu, l'administration des postes, télégraphes et téléphones a décidé de ne faire construire pour le moment que ce qui est absolument indispensable pour satisfaire les besoins de place les plus urgents.

Le bâtiment de cinq étages dont la construction sera entreprise en premier lieu comprendra les locaux suivants :

Sous-sol: Cave des câbles, vestiaire et W.C., grande remise pour bicyclettes et charrettes à bras, garage pouvant contenir environ 20 véhicules, chambre de lavage des voitures, magasins et atelier, station de transformateurs, buanderie et cave.

Rez-de-chaussée: Locaux publics et bureaux pour le service de la clientèle, locaux pour le service de caisse et de comptabilité, le service des abonnements, le service radio, le service de la mise en compte et la rédaction de l'annuaire des abonnés, local pour les machines à rédiger les ordres, vestiaire et W. C.

1^{er} étage: Locaux pour le service des installations, la direction du service du central interurbain, la société Pro Téléphone, dépôts de matériel, local sanitaire, appartement du monteur.

2^e étage: Grand local pour la station de répéteurs, local pour le chef monteur et les monteurs, local d'instruction pour les téléphonistes, vestiaire et W. C.

3^e étage: Grandes salles pour le central tandem et le service de la mise en compte.

4^e étage: Locaux pour le central du service des renseignements et pour le service des statistiques, salle de conférences, réfectoire et chambre de repos.

La bâtisse reliant l'ancien bâtiment au nouveau et dont la construction est prévue comme deuxième étape comprendra :

Sous-sol: Grand garage pour bicyclettes, vestiaire et W.C., magasin (les accumulateurs et les installations d'énergie seront alors logés au sous-sol du premier bâtiment annexe, à la place de la remise pour bicyclettes).

On créera la place nécessaire pour le garage des nombreux véhicules de service en creusant des caves sous la cour tout entière.

Rez-de-chaussée: Locaux pour le service comptable et le service de la clientèle.

1^{er} étage: Locaux pour le service de construction.

2^e étage: Local de montage, local pour le monteur, local d'instruction et magasins.

3^e étage: Salle des sélecteurs du central international.

4^e étage: Central international.

Pour faciliter le service, il faudra relier l'un à l'autre, par un passage surélevé formant corridor et traversant le milieu de la cour, les bâtiments sis à la Dianastrasse et à la Brandschenkestrasse, à la hauteur des deuxième, troisième et quatrième étages.

Les détails architectoniques ressortent des plans établis par la direction des constructions fédérales.

Les frais de construction, y compris les frais de démolition des maisons existantes, sont devisés par la direction précitée à 3,55 millions de francs pour la première étape et à 1,42 millions de francs pour la seconde, d'après les prix appliqués le 1^{er} septembre 1947.

La construction du premier bâtiment sera entreprise au printemps 1949, dès que les baux à loyer encore en vigueur seront venus à échéance.

Vu que les dépenses effectives relatives au bâtiment à construire en second lieu, soit dans cinq ans environ, ne peuvent pas être déterminées avec certitude, l'évolution future des prix de construction n'étant pas connue, il semble préférable que vous accordiez, en principe, le crédit pour l'ensemble de l'agrandissement prévu, tout en autorisant provisoirement la dépense relative à la première étape de construction et en chargeant le Conseil fédéral d'entreprendre en temps voulu la construction de la deuxième étape, pour laquelle le crédit nécessaire sera inclu dans les demandes de crédits supplémentaires.

Nous fondant sur les explications qui précèdent, nous vous prions de bien vouloir, en approuvant le projet d'arrêté fédéral ci-joint,

autoriser en principe l'acquisition par voie d'expropriation de six immeubles situés à la Dianastrasse, la Tödistrasse et la Brandschenkestrasse à Zurich et la construction d'une annexe au bâtiment des téléphones de Zurich-Selnau, conformément au projet présenté;

accorder provisoirement un crédit de 2 millions de francs pour l'achat de ces immeubles et un autre de 3,55 millions de francs pour la première étape de construction;

charger le Conseil fédéral de payer les dépenses supplémentaires éventuelles qui résulteraient des indemnités fixées pour l'expropriation et d'entreprendre la deuxième construction dès que cela sera nécessaire.

Les dépenses supplémentaires qu'entraîneraient éventuellement l'acquisition des immeubles susmentionnés et la construction des bâtiments projetés seront incluses au moment voulu dans les demandes de crédits supplémentaires.

Nous saisissons cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Président et Messieurs, les assurances de notre haute considération.

Berne, le 31 mars 1948.

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, CELIO
Le chancelier de la Confédération, LEIMGRUBER

(Projet)

ARRÊTÉ FÉDÉRAL

autorisant

**l'acquisition d'immeubles à la Dianastrasse, la Tödistrasse
et la Brandschenkestrasse à Zurich et la construction d'une annexe
au bâtiment des téléphones de Zurich-Selnau**

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,

vu le message du Conseil fédéral du 31 mars 1948,

arrête:

Article premier

L'acquisition de six immeubles situés à la Dianastrasse, la Tödistrasse et la Brandschenkestrasse à Zurich et la construction d'une annexe au bâtiment des téléphones de Zurich-Selnau, conformément au projet présenté, sont autorisées en principe. Il est ouvert un crédit de 2 000 000 de francs pour l'acquisition de ces immeubles par voie d'expropriation et un crédit de 3 550 000 francs pour la construction du bâtiment constituant la première partie de l'agrandissement prévu.

Le Conseil fédéral est autorisé à payer les dépenses supplémentaires qui résulteraient des indemnités d'expropriation fixées et à faire exécuter la seconde partie de l'agrandissement prévu, dès que cela sera nécessaire. Les frais supplémentaires qu'entraîneraient éventuellement l'acquisition des immeubles susmentionnés et les dépenses relatives à la construction à entreprendre en second lieu seront inclus en temps utile dans les demandes de crédits supplémentaires.

Le Conseil fédéral est autorisé à apporter au projet de construction, dans les limites de ces crédits, les modifications qui se révéleraient nécessaires.

Art. 2

Le présent arrêté, qui n'est pas d'une portée générale, entre immédiatement en vigueur.

Le Conseil fédéral est chargé de son exécution.

MESSAGE du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'acquisition d'immeubles à la Dianastrasse, la Tödistrasse et la Brandschenkestrasse à Zurich et la construction d'une annexe au bâtiment des téléphones de Zurich- Selnau (Du 31 mars 1948)

In	Bundesblatt
Dans	Feuille fédérale
In	Foglio federale
Jahr	1948
Année	
Anno	
Band	2
Volume	
Volume	
Heft	13
Cahier	
Numero	
Geschäftsnummer	5415
Numéro d'affaire	
Numero dell'oggetto	
Datum	01.04.1948
Date	
Data	
Seite	1-10
Page	
Pagina	
Ref. No	10 091 097

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.